

## DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 14 JANVIER 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 15 janvier 2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 9 janvier 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, M. THIBERT, M. ALLAIN, Mme PETITOT, Mme BONET, M. COUVAL, Mme JEANNERET, Mme TRUCHETET, M.VERNEREY, M. BARTHOD, Mme GAUTHIER, Mme GIGNET, M. GILLIARD, Mme HACQUARD, M. HEQUETTE, Mme MORGADINHO, M. TROUTIER, M. VALZER, M. VERNIER.

Absents excusés : Mme MOUGNARD (pouvoir à Mme BONET)  
M. BLUTEAU (pouvoir à Mme PETITOT)  
M. ADAM-NORMAND (pouvoir à Mme GUIBRET)

Monsieur Loïc ALLAIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### Ordre du Jour

#### ✚ **Affaires Générales**

- ✚ 15.01    Projet de convention de mise à disposition des moyens et des services afférente à l'informatisation des collectivités
- ✚ 15.02    Création d'un poste de garde champêtre chef et suppression d'un poste de garde champêtre principal

#### ✚ **Domaine de l'Animation des Sports et de la Culture**

- ✚ 15.03    Tarifs périscolaires

#### ✚ **Domaines des Finances - de l'Économie et de l'Emploi**

- ✚ 15.04    Ouverture anticipée de crédits d'investissement

#### ✚ **Domaine de l'Urbanisme – Travaux – Environnement**

- ✚ 15.05    Adoption du plan d'entretien différencié des espaces publics, dans le cadre du niveau 3 de la charte Zéro Phyto

#### ✚ **Questions diverses**

- ✚ Rapport de délégation du Maire

## ↓ **Affaires Générales :**

### **15-01 Projet de convention de mise à disposition des moyens et des services afférente à l'informatisation des collectivités**

Monsieur le maire rappelle que le service "SVP communes", piloté par le département, met à disposition des collectivités des moyens humains et logistiques dans le cadre de "la migration de la suite logicielle". Celle-ci permet de délivrer les services suivants :

- Gestion de la paie ;
- Comptabilité ;
- Gestion de la relation citoyen ;
- Facturation ;
- Gestion des immobilisations ;
- Gestion de la dette ;
- Gestion des documents administratifs.

Les services mis à disposition de la commune ont à ce jour porté sur l'acquisition des licences, le suivi, le paramétrage et la maintenance des logiciels, ainsi que la formation et l'assistance des agents.

Quel que soit le nombre d'ordinateurs par site, l'acquisition des licences est basée sur l'application d'un montant forfaitaire de 740 € HT par an, ainsi que 493 € HT par an pour la maintenance.

La signature de cette convention est prévue au moment de la migration des logiciels, dont le calendrier de déploiement court jusqu'en 2017.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal autorise monsieur le maire à signer la convention de mise à disposition "des moyens et des services afférente à l'informatisation des collectivités", ainsi que tout document y afférent.

### **15-02 Création d'un poste de garde champêtre chef et suppression d'un poste de garde champêtre principal**

Monsieur le maire informe le conseil municipal que Monsieur Guy PASCAL, actuellement garde champêtre principal, remplit les conditions pour un avancement au grade de garde champêtre chef.

La commission administrative paritaire compétente ayant été consultée, il propose donc de supprimer le poste de garde champêtre principal et de créer un poste de garde champêtre chef à temps complet avec effet au 1<sup>er</sup> février 2015.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré à 14 voix contre, 7 pour et 2 abstentions, n'approuve pas cette disposition.

✚ **Domaine de l'animation, de la culture, des sports et des loisirs :**

**15-03 Tarifs restauration scolaire**

Monsieur le maire rappelle que, conformément au décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public, les prix de la restauration scolaire sont fixés par la collectivité territoriale ; étant entendu que ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration.

Il précise que c'est dans cet esprit que plusieurs réunions de travail ont été menées afin de fixer une nouvelle tarification relative à la restauration scolaire.

Le conseil municipal a ainsi instauré, dans sa délibération n° 14-76 du 5 septembre 2014, une tarification différenciée. Les enfants dont les familles sont domiciliées dans d'autres communes se voient appliquer un tarif de 10 € par repas, au motif qu'elles ne contribuent pas au budget de la commune, notamment par la levée des impôts locaux. Ce choix a aussi été fait en considérant que les dérogations sont souvent octroyées en raison d'un mode de garde existant sur la commune (assistante maternelle ou membre de la famille), ce qui constitue a priori une solution alternative au placement des enfants extérieurs en cantine scolaire.

Toutefois, les différentes rencontres avec les parents d'élèves et leurs représentants, ainsi que la réunion publique organisée sur ce thème, ont fait émerger d'autres aspects qu'il convient d'intégrer désormais à la réflexion.

Il est donc proposé d'instaurer une tarification plus cohérente et plus progressive dans sa graduation. Ainsi, tout en maintenant une différenciation tarifaire liée objectivement à l'existence de situations différentes, il est proposé d'établir à 8 € le coût d'un repas facturé aux familles domiciliées à l'extérieur de la commune, conformément à la délibération susmentionnée.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal adopte cette délibération avec application du nouveau tarif à compter du 1<sup>er</sup> février 2015.

✚ **Domaine des finances :**

**15-04 Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget 2014, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 939 191 €. L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 234 797 €.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal, dans l'attente du vote du budget 2015, accepte l'ouverture anticipée de crédits proposée, d'un montant total de 234 797 €.

↓ **Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement :**

**15-05 Adoption du plan d'entretien différencié des espaces publics, dans le cadre du niveau 3 de la charte Zéro Phyto**

Monsieur le maire rappelle au préalable que le conseil municipal du 5 septembre 2014 a adopté la charte d'entretien des espaces publics proposé par la FREDON Franche-Comté.

Cette charte propose différents niveaux d'engagement. Le conseil municipal a fait le choix de s'engager dans une labellisation en optant pour le 3<sup>ème</sup> niveau, le plus ambitieux, avec notamment pour objectif une suppression totale de l'utilisation des produits phyto sanitaires.

Pour initier cette démarche, la commune doit solliciter par délibération la FREDON afin qu'elle réalise une étude technique de "plan d'entretien". Ce travail permet de déterminer, pour les différents espaces recensés, un niveau d'exigence en termes d'entretien (intervention forte ou non, présence tolérée ou non de végétation, etc.). Il s'ensuit un classement de ces différentes surfaces en fonction des risques environnementaux et liés à la population, ainsi qu'un choix raisonné de méthode d'entretien.

La méthode est alors validée par les élus et les services techniques. Le plan fait l'objet d'un suivi et d'un bilan.

Le coût du projet s'élève à 3 500 € TTC, dont 1 500 € pour l'accompagnement dans l'application de la charte et 2 000 € pour le plan d'entretien. Il est éligible aux subventions de l'Agence de l'Eau, à hauteur de 80 % en 2015, contre 50 % précédemment.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal décide de :

- S'engager dans la charte d'entretien des espaces publics au niveau 3 ;
- Solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau, sur l'adhésion à la charte, la réalisation du plan d'entretien et l'investissement dans du matériel alternatif à l'emploi des phytosanitaires.

**L'ordre du jour étant épuisé la séance du 14 janvier 2015 est levée à : 22h10.**

## **RÉCAPITULATIF**

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ <b>Délibération</b>	<b>n° 15-01</b>	Projet de convention de mise à disposition des moyens et des services afférente à l'informatisation des collectivités <b>Unanimité</b>
♦ <b>Délibération</b>	<b>n° 15-02</b>	Création d'un poste de garde champêtre chef et suppression d'un poste de garde champêtre principal <b>14 voix contre, 7 pour et 2 abstentions</b>
♦ <b>Délibération</b>	<b>n° 15-03</b>	Tarifs restauration scolaire <b>Unanimité</b>
♦ <b>Délibération</b>	<b>n° 15-04</b>	Ouverture anticipée de crédits d'investissement <b>Unanimité</b>
♦ <b>Délibération</b>	<b>n° 15-05</b>	Adoption du plan d'entretien différencié des espaces publics, dans le cadre du niveau 3 de la charte Zéro Phyto <b>Unanimité</b>